



Paris, le 18 Juillet 2016

USAGERS DES BUREAUX DE POSTE DE PARIS

Les personnels soutenus par les Syndicats CGT, SUD et FO s'adressent à vous :

Après avoir laminé le réseau postal rural et celui des petites villes, la direction de La Poste s'attaque à celui des grandes agglomérations dont Paris. Dans la capitale 11 bureaux de poste ont déjà été fermés et 19 autres devraient l'être prochainement (*voir liste au dos*). Pour continuer sa politique de suppression d'emplois, La Poste réduit les horaires d'ouverture des bureaux.

Le manque de personnel ne permet plus d'accueillir les usagers, qui doivent parfois faire plusieurs bureaux avant de pouvoir réaliser leurs opérations postales, et plus particulièrement les opérations financières, ces opérations n'étant pas jugées suffisamment rentables par La Poste. Ainsi La Poste oblige ses agents à envoyer systématiquement les clients vers les automates et en cas de problèmes à les orienter vers les plateformes téléphoniques payantes (3631/3639).

La priorité est désormais à la vente de produits à dominante bancaire (*Cartes Bancaires-Assurances-Crédit*). Seule la rentabilité à court terme compte.

Franprix votre nouveau bureau de poste ?

Ce qui était une expérimentation tend à devenir la règle. Après avoir fermé le bureau de poste de Paris Van Loo (16^{ème}) en juillet 2014, La Poste a transféré les opérations courrier (*affranchissement, vente de timbres, d'enveloppes, de colis, lettres recommandées et colis à retirer*) au Franprix situé en face.

Elle a réédité la même opération avec les fermetures des bureaux de Paris Montévidéo et Paris Austerlitz (*externalisation des opérations courrier respectivement sur un Franprix et un Carrefour City et opérations bancaires orientées sur les bureaux environnants*).

La plupart des fermetures de bureaux prévues d'ici fin 2016 va se traduire par le même transfert des activités courrier vers le privé.

Mais, La Poste va encore plus loin dans ses projets : elle veut également externaliser les activités courrier des bureaux existants dans les supérettes (*Franprix, Carrefour City, A2Pas*).

Il s'agit donc bien pour La Poste de saborder une partie importante de ses activités pour continuer à fermer encore plus de bureaux et transformer les bureaux qui resteraient en un réseau d'agences bancaires...

Et chez les facteurs ?

La situation est devenue critique.

Tous les deux ans, les centres de distribution sont réorganisés et les facteurs sont de moins en moins nombreux pour assurer la distribution du courrier. Ainsi, en 10 ans, Paris a perdu 1/3 de ses facteurs. Pire, La Poste privilégie outrageusement les beaux quartiers mais n'assure plus avec la même rigueur ses missions de service public dans les zones populaires.

À La Poste, l'État et la direction se désengagent de leurs responsabilités sur le service public postal et abandonnent des pans entiers du territoire y compris à Paris où une Poste « *des riches* » et une Poste « *des pauvres* » sont en train de se mettre en place. Ainsi, les grosses entreprises sont privilégiées au détriment des particuliers et des professionnels.

La Poste est un service public, c'est bien l'intérêt général qui doit guider sa politique et non des intérêts particuliers.

Des fermetures injustifiées

La population parisienne augmente chaque année, plusieurs arrondissements sont en essor démographique important, de nouveaux quartiers naissent et nombres d'habitants de la banlieue font leurs opérations postales dans la capitale à côté de leur lieu de travail.

Contrairement aux idées reçues l'entreprise La Poste se porte très bien.

Ces trois dernières années La Poste a engrangé 1.7 milliards d'euros de bénéfice le chiffre d'affaire a progressé de 4% en 2015 et la dette se réduit chaque année. Ces bons résultats sont obtenus sur le dos des postiers via les suppressions d'emplois et sur celui des usagers en cassant le service public et en augmentant les tarifs (*10% en 2 ans*). Dans le même temps en 2015 La Poste a bénéficié du CICE (*aide de l'état pour favoriser l'emploi*) à hauteur de 350 millions et a supprimé 7600 emplois.

La responsabilité de l'Etat, actionnaire de La Poste, est grande en ce qui concerne le développement du chômage en France. En effet, les destructions massives d'emplois qu'a connu La Poste ces dernières années (*100 000 en 10 ans !*) ne sont pas sans conséquences sur l'emploi en France.

Un seul responsable : le gouvernement

L'Etat est l'actionnaire majoritaire de La Poste (*les autres parts étant détenues par la caisse des dépôts et consignations*).

C'est donc le gouvernement Hollande-Valls-Macron qui poursuit la casse de La Poste commencée par le gouvernement socialiste Rocard-Quilès et continuée par les gouvernements successifs de droite et de gauche.

Ainsi la Cour des Comptes sort des rapports mensongers et orienté vers le libéralisme économique, expliquant qu'il y a trop de postiers et de bureaux en France. Cette politique anti-service public a pour but ultime de privatiser les services les plus rentables (*La Banque Postale, Colissimo*) au profit de grandes sociétés privées.

Le service public, le capital de celles et ceux qui n'en ont pas...

Tous les services publics sont attaqués depuis des années par les politiques de tout bord. Réduction des effectifs et des moyens dans les hôpitaux, l'éducation, le logement social, les transports, les aides sociales, etc...

Au nom de la sacro-sainte dette et des politiques d'austérité, le gouvernement économise sur tous les budgets publics. Ainsi sous le nom de pacte de responsabilité ce sont 40 milliards qui ont été donnés et ce sans contrepartie au Medef. Ainsi l'argent public ne sert qu'à engraisser les actionnaires et la spéculation financière.

La casse du service public n'est pas inéluctable mais seule la mobilisation des postiers et des usagers pourra l'empêcher.

La Poste appartient à la Nation, pas à ceux qui la dirigent, pas aux actionnaires.

Il est grand temps que ceux qui la fréquentent, les usagers et ceux qui y travaillent, les postiers, nous nous unissions pour imposer d'autres choix notamment pour le développement du service public, notamment dans les arrondissements en essor démographique et dans les nouvelles zones d'activité (*17^{ème}-TGI 18^{ème}/19^{ème} McDonald/Cambrai, 13^{ème}Rive Gauche, 12^{ème}-Bercy*).

ENSEMBLE USAGERS ET POSTIERS DÉFENDONS LE SERVICE PUBLIC

**SIGNEZ MASSIVEMENT LA PÉTITION PROPOSÉE PAR LES PERSONNELS SOUTENUS PAR LA CGT, SUD ET FO,
PÉTITION QUE NOUS REMETTRONS À LA DIRECTION DE LA POSTE AINSI QU'À LA MAIRE DE PARIS**

Vous pouvez également laisser un message sur le service conso de La Poste :
<http://www.laposte.fr/Service-Consommateurs/Service-consommateurs-Contact> .

QUELQUES CHIFFRES ET DONNÉES :

A La Poste :

- 23,045 milliards d'euros : chiffre d'affaire de La Poste pour 2015, en hausse de 4%
- 875 millions d'euros : résultat d'exploitation de La Poste pour 2015, en hausse de 22%
- 350 millions d'euros d'exonérations de cotisations patronales via le CICE (*Crédit Impôt Compétitivité Emploi, censé consolider l'emploi*) pour 2015
- 7655 emplois supprimés à La Poste en 2015

Dans les bureaux de poste à Paris :

- 200 suppressions d'emplois en 18 mois
- Depuis août 2014, fermeture des bureaux de Van Loo, Montevideo, Beethoven (16e), Gamma (12e), Tour Eiffel (7e), Saintonge (3e), Sentier (2e), Moussy (4e), Ney(18e), Musée du Louvre (1er), Austerlitz (13e), Roquette (11e) et Boutique Gare de l'Est
- Fermeture programmée des bureaux suivants : Tour Montparnasse (15e), Orsay (7e), Tahiti (12e), Opéra (9e), Cardinet, Bessières (17e), République, Gare du Nord (10e), Beaubourg et Forum des Halles (1er), Tristan Tzara (18e), Conservatoire (9e), Ile Saint Louis (4e), Molitor, Etoile, Chaillot et Mozart (16e)
- Restriction des horaires d'ouverture des bureaux de poste particulièrement en matinée, fermeture méridienne ou le matin
- Fermeture régulière des guichets bancaires, suppression de services